

CHARGÉ-E-S

Qui en a besoin?



Toutes les parties sont d'accord sur une chose: L'objectif prioritaire est d'offrir un enseignement de haute qualité dans les écoles primaires. (photo: Heng Breier)

La polémique est lancée. Environ 450 chargé-e-s de cours ou de direction auraient droit à un travail fixe en tant qu'employé-e-s communaux. Une injustice pour certain-e-s.

(gk) - Elle n'est pas contente: "Je dois faire trois années d'études. La durée de mes stages est de sept à huit semaines par année. Durant ces stages, qui ne sont pas additionnés aux 26 heures de cours officielles, on peut compter près de quarante heures par semaine à préparer et à donner des cours. Pourtant je n'ai le droit d'aller remplacer un instituteur qu'après ma deuxième année d'études. Les chargés, eux, font un stage bidon de deux à

trois semaines, après quoi on les laisse enseigner directement. Et maintenant on veut leur donner un contrat à durée indéterminée. Si j'avais su ... Elle est étudiante à l'ISERP et se sent comme arnaquée à cause de ce qu'elle entend ces jours-ci dans les nouvelles concernant une régularisation possible des chargé-e-s de cours et de direction.

L'argument qu'ils/elles finiront par prendre des places qui reviennent à d'autres, auquel doivent faire face maintenant - après les femmes et les Portugais - les chargé-e-s travaillant au Luxembourg, pèse lourdement sur leurs revendications. De plus, l'unique syndicat à vouloir les représenter est celui qui regroupe traditionnellement les cheminots et travailleuse-s du transport. Pourtant la FNCTTFEL fait preuve d'un engagement remarquable en faveur de ses membres chargé-e-s de l'enseignement primaire et préscolaire. Et confronté à l'accusation ci-dessus, le syndicat y oppose un discours s'articulant autour de trois points.

1. Les chargé-e-s ne veulent pas être engagé-e-s en tant qu'instituteur ou institutrices. Ce diplôme est le

résultat d'études spécifiques et ne peut pas être "offert" tout simplement. Ils/Elles ne revendiquent que les assurances sociales qui reviennent à tout-e autre salarié-e; un droit élémentaire que ceux et celles qui enseignent depuis plus de trois ans (environ 450 personnes) devraient se voir accorder sous forme de contrat à durée indéterminée.

2. Les chargé-e-s actuellement en service ne veulent pas la place d'un-e enseignant-e diplômé-e. Ils/elles n'ont fait que subvenir à un manque de personnel diplômé, là où c'était le cas. L'enseignement primaire n'est plus possible sans ces chargé-e-s. Et même s'il y aura un engagement massif d'instituteurs et d'institutrices diplômé-e-s - mesure dont la nécessité n'est pas mise en doute - on aura toujours besoin de ces chargé-e-s.

3. On refuse, même aux chargé-e-s actifs depuis cinq à vingt ans, une formation professionnelle complémentaire. Ils/Elles revendiquent donc également ce droit qui permettra une amélioration qualitative de leur travail.

Justin Turpel, président du secteur public de la FNCTTFEL, ajoute à ces propos: "D'un côté on prétend qu'avec les apparemment 800 à 900 enseignants qui auront fini leurs études dans quelques années, on n'aura plus besoin des chargés. De l'autre on est d'accord pour introduire une deuxième voie de formation. On en a donc quand même besoin."

Le syndicat plaide ainsi pour une mesure de régularisation "générale et unique", sous le statut d'employé communal, qui concernerait 450 des 778 chargé-e-s actuellement en service. Le responsable de cette polémique est le ministère qui a préféré créer des places bon marché, au lieu d'investir plus tôt en la formation suffisante de personnel qualifié. Maintenant Anne Brasseur ne peut plus que recoudre les morceaux, mais elle doit aussi changer la politique future en la matière, pour éviter que les mêmes problèmes ne se reposent après les cinq prochaines années.

kommentar

... et quatre en prison
Les centres socio-éducatifs de l'Etat de Dreiborn et de Schrassig ne sont pas les réponses adéquates aux problèmes existants.

Les centres socio-éducatifs de l'Etat fonctionnent sous la tutelle de la Ministre de la Famille. Des enfants y sont placés par le Tribunal de la Jeunesse. Lorsqu'un enfant est violé, direction Dreiborn-Schrassig. Lorsqu'il est détenteur de drogues, direction Dreiborn-Schrassig. Lorsqu'il a été abandonné par sa famille, lorsqu'il a des difficultés de scolarité et qu'il est exclu de l'établissement scolaire, direction Dreiborn-Schrassig. Le personnel qui assure l'encadrement de ces jeunes est insuffisant en nombre et n'a pas toujours les qualifications requises. (Ce sont parfois d'anciens gardiens de prison et non des éducateurs ou des éducateurs gradués.) Deux psychologues sont responsables d'une centaine d'enfants.

Lors de la récente distribution de cadeaux organisée par l'asbl "Jeunes en Détresse", il y avait 48 garçons et 27 filles dans ces centres. Quatre se trouvaient en prison. Ces enfants sont placés là à cause d'un manque flagrant de foyers et de familles d'accueil.

Nous ne voulons pas critiquer le travail qui se fait sur place, mais il est indispensable que le Ministère fasse des investissements en ce qui concerne les structures d'accueil et le personnel travaillant dans ces structures. Il est urgent d'offrir un meilleur encadrement à ces enfants malchanceux et malheureux. Par exemple, un jeune qui entre à Dreiborn à quatorze ans n'aura de suivi scolaire que jusqu'à l'âge de quinze ans. Après ça, plus d'obligation de scolarité. Ce jeune sortira de Dreiborn à 18 ans avec rien en poche. Ces enfants ont droit à une éducation adéquate sanctionnée par un diplôme du Ministère de l'Education nationale. Avec tout autre diplôme, établi par le centre socio-éducatif lui-même, par exemple, ces jeunes n'auront aucun travail par après et ces centres risquent ainsi d'élever les futurs pensionnaires du centre pénitentiaire. Une profonde injustice contre laquelle il faut agir et réagir sans attendre.

Beatriz Carrilho est présidente de l'asbl "Jeunes en Détresse"

kommentar

BSE - abschotten genügt nicht
Über zehn Jahre nach der ersten BSE-Krise wird Europa erneut von der Seuche heimgeholt. Ein Zufall ist das nicht.

Der Landwirtschaftsminister übte sich einmal mehr in einer Tugend, die besonders konservativen PolitikerInnen leicht fällt: Beschwichtigen und aussitzen. Die BSE-Krise ist ein europäisches, kein nationales Problem. Deshalb scheint als wichtigste Maßnahme zu gelten, dafür zu sorgen, dass die hiesigen Fleisch-Produkte gekennzeichnet werden und für die KonsumentInnen erkennbar sind. Natürlich stimmt es, dass Luxemburg über eine Landwirtschaft verfügt, die lediglich Klein- und Mittelbetriebe umfasst. Auswüchse industrieller Massentierproduktion, wie sie zum Beispiel in England vorkommen, sind in Luxemburg gänzlich unbekannt. Es ist sicherlich kein Zufall, dass die BSE-Krise ihren Ursprung in Großbritannien nahm, aber es gibt eben leider keine Garantie dafür, dass nicht auch Klein- und Mittelbetriebe Opfer der Seuche werden können - das zeigen die jüngsten Beispiele aus Frankreich und Deutschland.

Die Strategie, die KonsumentInnen dazu zu animieren, eher Produkte aus ihrer Region zu konsumieren, ist aus ökologischen und sozialen Ursachen sicherlich sinnvoll. Sie kann auch eine Antwort auf Fehlentwicklungen der Landwirtschaft an sich sein. Doch klingt im Luxemburger Mikrokosmos beim "Regionalen" oft das "Nationale" mit, und eine Fixierung auf ein Label, das nachweist, dass ein Rind in Luxemburg geboren, aufgezüchtet und geschlachtet wurde, kann unter Umständen ein falsches Gefühl der Sicherheit vermitteln. Strengere Maßnahmen sind kurzfristig zwar das einzige Mittel, gegen BSE vorzugehen, aber solange es Europa als Ganzes nicht gelingt, seine Landwirtschaft zu ökologisieren, sind wir vor immer neuen Hobsbotschaften nicht gefeit.

Richard Graf ist Journalist bei der WOXX.

Bilderkidnapping

Noble Zeitungen haben eine "Bildredaktion". Die kümmert sich um alles was die Illustration der abgelieferten Artikel anbelangt. Thema, Format, Qualität samt zugehöriger Bildzeile, alles wird diskret aber effizient aufbereitet. Die WOXX hat auch eine "Bildredaktion", das heißt ein Kollege aus der Redaktion ist damit beauftragt, neben der normalen Tätigkeit, nach druckbaren Bildern Ausschau zu halten. Dabei entwickelt er eine so ausgeprägte Sammelleidenschaft, dass sich in seinem Büro die Foto-, Zeitungs- und Diastapel nur so türmen. Erblickt er auch nur den Zipfel einer irgendwie verwertbaren Vorlage, schon wird konfisziert und weglassiert. Da kann es auch schon mal vorkommen, dass von den AutorInnen besorgte Bildchen für die aktuelle Ausgabe wie von Geisterhand vor den Augen der LayouterInnen verschwinden. Die suchen dann stundenlang im eigenen Durcheinander, weil sie, schuldbewusst wie immer, den Schlendrian bei sich selber vermuten. Jetzt droht Gegenwehr: Eine Großbestellung an Mäusefallen ist rausgegangen, wehe wenn da noch einmal einer unerlaubt Bilder erhaschen will!

Bücher für Jung und Alt

Das Dutzend wird voll: Am kommenden Freitag erscheint pünktlich zum Jahresende das zwölfte "Ex libris", die Literaturbeilage der WOXX. Und weil unsere RezensentInnen so fleißig waren, folgt gleich in der ersten Januarwoche ein weiteres "Ex libris"-Spezial, unter anderm der Sparte Krimis gewidmet.



WOXX - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire, früher: Gréngespuun - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • Herausgeberin: Gréngespuun soc. coop. • Redaktion: Robert Garcia, Léa Graf, Richard Graf, Germain Kerschen, Raymond Klein, Muriel Prieur, Bibine Schulze, Armand Turpel, Renée Wagener, Danièle Weber, • Karikaturen: Guy W. Stoos • Fotos: Christian Mosar • Verwaltung: Monique Ludovicy • Bürozeiten: Mo - Fr 9 bis 12 und 13 bis 16 Uhr. Unterzeichnete Artikel geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. • Druck: Imprimerie COPE, Luxemburg • Einzelpreis: 60,- LUF • Abonnements: 52 Nummern kosten 2.400,- LUF (Ausland zzgl. 900,- LUF); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 1.000 LUF. • Postscheckkonto: CCPL 102654-28 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk "Neu-Abos"; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • Anzeigen: Espace Régie Luxembourg s.a. - Tel.: 26 25 75 -1 Fax: 26 25 75-75 • Recherchefonds: Spenden zur Unterstützung des weiteren Ausbaus des Projektes auf das Konto CCPL 24495-51 der "Solidarité mam Gréngespuun asbl" sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto. • Post-Anschrift: WOXX, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • Büros: 51, Av. de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • E-mail: woxx@woxx.lu • Site: www.woxx.lu • Tel.: (00-352) 29 79 99-0 • Fax: 29 79 79